

Nouvelles locales du lundi 16 juin 2014

@rib News, 16/06/2014 ĩ SĂ©curitĂ© - Une position militaire se trouvant dans la localitĂ© de Kumagadi sur la 10Ă©me transversale en commune Gihanga de la province Bubanza a Ă©tĂ© la cible dĂ©une attaque des hommes armĂ©s ce dimanche soir. Selon des sources proches de cette position, il Ă©tait vers 17h de ce dimanche quand ils ont entendu des crĂ©pitements dĂ©armes sur cette position quĂ©une vingtaine dĂ©hommes en armes avait attaquĂ© cette position en p rĂ©serve naturelle de la Rukoko. Les mĂ©mes sources ajoutent que les assaillants se sont repliĂ©s vers la RDC dĂ©oĂ© ils Ă©taient venus.

Le bilan de cette attaque a Ă©tĂ© dĂ©une personne tuĂ©e du cĂ©tĂ© de ceux qui avaient attaquĂ© et dĂ©un militaire Ă© blessĂ© au niveau du bras droit selon le commissaire provincial de la police. RĂ©gie Nzeyimana ajoute aussi que trois grenades ont Ă©tĂ© retrouvĂ©es sur le chemin de replis de ces assaillants. Il ajoute enfin que ces personnes qui ont attaquĂ© sont considĂ©rĂ©es comme des bandits mais il demande aux bergers et aux Ă©leveurs de collaborer et coopĂ©rer dans la lutte contre les attaques des positions militaires de la rĂ©serve naturelle de la Rukoko. [rtnb/bonesha/rpa/rtr/isanganiro] ĩ Justice - La sociĂ©tĂ© civile burundaise regroupĂ©e au sein du FORSC vient dĂ©adresser une correspondance au ministre de lĂ©intĂ©rieur pour lui demander dĂ©arrĂ©ter la mesure prise par le maire de la ville de Bujumbura leur interdisant de faire une marche pacifique en soutien Ă© Pierre Claver Mbonimpa. Selon le secrĂ©taire gĂ©nĂ©ral du FOCODU une des organisations du FORSC, la dĂ©cision du maire de la ville est illĂ©gale et non fondĂ©e en droit. MaĂ©tre Janvier Bigirimana estime que le ministre a mal compris ou interprĂ©tĂ© la demande puisquĂ©il parle de soulĂ©vement alors que ces organisations ont juste organisĂ© une marche pacifique sans penser Ă© la rĂ©volte. Il prĂ©cise quĂ©ils nĂ©ont par ailleurs intĂ©rĂ©ts Ă© se soulever puisquĂ©ils ne veulent que la paix et la libĂ©ration du prĂ©sident de lĂ©APRODH. Il espĂ©re que le ministre de lĂ©intĂ©rieur va lire la loi et annuler cette dĂ©cision du maire de la ville de Bujumbura. En attendant, la marche pacifique a Ă©tĂ© reportĂ©e pour ce vendredi. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr/rtnb] - La dĂ©fense de Pierre Claver Mbonimpa trouve affirme que ce dernier est prĂ©t Ă© comparaĂ©tre devant un tribunal pour mettre au grand jour toutes les preuves des affirmations quĂ©il a faites au sujet dĂ©une distribution des armes Ă© certains membres de la ligue des jeunes Imbonerakure et aux exercices para militaires de certains jeunes burundais en RDC. Selon MaĂ©tre Armel Niyongere, ils ont demandĂ© que lĂ©affaire soit fixĂ©e rapidement devant le tribunal compĂ©tent et profite de cette occasion pour demander Ă© toute la population de venir Ă©couter comment la dĂ©fense sĂ©explique dans cette affaire. Il prĂ©cise aussi que la santĂ© son client est bonne. [rpa/isanganiro] ĩ Politique - Le prĂ©sident dĂ©une aile du parti UPD Zigamibanga demande Ă© la CENI de refuser la candidature de Pierre Nkurunziza si ce dernier vient Ă© la poser lors des Ă©lections de 2015. Chevineau Mugwengezo trouve que la cour constitutionnelle et le parti CNDD-FDD ne peuvent pas aller Ă© lĂ©encontre de ce que le prĂ©sident de la RĂ©publique voudra faire et de ce fait, il interpelle la CENI de ne pas laisser passer une telle candidature. Il trouve aussi que le ministre de lĂ©intĂ©rieur semble dĂ©jĂ© avoir commencĂ© la propagande au profit de Nkurunziza par excĂ©s de zĂ©le et cela constitue un signe avant coureur. Selon lui, le prĂ©sident Nkurunziza a dĂ©jĂ© dĂ©posĂ© candidature devant la CENI deux fois successives et considĂ©re Ă© ce titre que la constitution et les accords dĂ©Arusha ne lui permettent pas de poser une troisiĂ©me candidature. [bonesha/rtr] - Les membres des comitĂ©s communaux du parti Uprona dans la province de Ngozi ont sorti une dĂ©claration pour dĂ©noncer lĂ©attitude de Concilie Nibigira dans la politique au sein de ce parti. En effet, ils trouvent que cette prĂ©sidente reconnue par le ministĂ©re de lĂ©intĂ©rieur est en train dĂ©organiser des rĂ©unions illĂ©gales alors que les membres du comitĂ© central Ă©lu en 2009 pas informĂ©s. Ils trouvent que cette attitude nĂ©est pas du tout lĂ©gale du moment que cĂ©est ce comitĂ© qui est reconnu toutes les partis en conflit au sein de ce parti de mĂ©me que le ministĂ©re de lĂ©intĂ©rieur. Ils demandent Ă© Concilie Nibigira dĂ©arrĂ©ter la prĂ©paration de cette rĂ©union et de songer plutĂ©t Ă© la rĂ©unification de ce parti. [rpa/bonesha]